

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Gestion hospitalière : détournement de fonds au CHUO ?

Prissilia M MOUIT
Libreville/Gabon

LE ministre de la Santé Guy Patrick Obiang Ndong a rencontré, mardi 27 octobre dernier, l'administration et le personnel soignant du Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHUO). L'objet de cette visite était d'encourager le personnel de cette structure pour sa mobilisation dans la lutte contre le coronavirus au Gabon.

" Gérer un CHUO en temps de crise sanitaire n'est pas évident. Grâce à l'engagement des professionnels de santé que vous êtes, nous avons pu contenir la flambée de l'épidémie dans notre pays ", a indiqué le ministre de la Santé. Le membre du gouvernement a tenu également à toucher du doigt les dysfonctionnements observés dans la gestion des équipements techniques du CHUO. Il s'est indigné au sujet de certains bruits

de couloir faisant état d'un détournement de 300 millions de FCFA et d'implants par la hiérarchie de cet établissement hospitalo-universitaire. En effet, interpellé en tant que tutelle sur ce problème qui entache l'image du CHUO, Guy Patrick Obiang Ndong a entendu les principaux concernés par cette affaire. À savoir la directrice générale, Elyse Eyang Obame qui a démenti ces rumeurs. " Comment peut-on détourner des fonds qui ne sont pas positionnés sur compte ? Des personnes mal intentionnées qui ne maîtrisent pas forcément le processus administratif relayent des fausses informations de nature à me causer du tort ", a regretté la directrice générale du Centre hospitalier universitaire d'Owendo. À noter que deux plaintes auraient été déposées à ce sujet contre Elyse Eyang Obame. Et qu'une enquête judiciaire est en cours, pour éclairer l'opinion sur cette affaire.



Guy Patrick Obiang Ndong, ministre de la Santé, au CHUO d'Owendo. Des dysfonctionnements ?

Modèles constitutionnels : quid de la Constitution de la Ve République ?

ENA
Libreville/Gabon

SOUS le parrainage d'Olivier Stirn, gaulliste de première heure, pour avoir servi aux côtés du célèbre général français, ancien ambassadeur et ancien ministre, une conférence-débat s'est tenue vendredi dernier à l'amphithéâtre d'Arambo, à Libreville, sous le thème " L'influence des modèles constitutionnels sur les mentalités des citoyens ". Des sommités du monde politique et universitaire gabonais, des membres de la société civile y ont pris une part active: Casimir Oye Mba, Paul Mba Abessole, Paul Malékou, Alain Christian Pandzou, Patrice Moundounga-Mouity, Wenceslas Mamboundou-Mamboundou, Alexis Essono Ovono, Téléphore Ondo... On notait également la présence des représentants de l'Union européenne (UE) et de l'ambassade de France. Initiateur de cette importante conférence-débat, Edmond Okemvele-Nkogho (ancien président du Conseil économique et social du Gabon et auteur de l'ouvrage " Déficit démocratique et mal gouvernance en Francophonie ") a, d'entrée, présenté ce qui l'a



Le panel des intervenants à la conférence-débat autour des modèles constitutionnels.

incité à commettre cette œuvre. Notamment les difficultés qu'ont les pays d'Afrique francophone à décoller. Mieux, il pointe une réelle régression par rapport aux années d'avant les Indépendances. " Je suis un produit de l'école de la République. À cette époque, toutes nos fournitures scolaires étaient données par l'État, et le Gabon, en 1960, avait un budget de 12 milliards de francs. Aujourd'hui nous avons des budgets qui font 20 fois plus, et nous ne parvenons plus à le faire. Il en est de l'école comme d'autres domaines (route, santé, etc.). Nous avons 1 000 fois plus de cadres qu'il y a 50 ans. Pourquoi n'avancions-nous pas ? Nous avons voulu apporter notre contribution par cette conférence-débat... ", a-t-il indiqué. Ce qui est en cause ici

c'est l'emprise de la Constitution française de la Ve République qui s'est imposée aux pays africains francophones avec ses relents de jacobinisme, comme l'a relevé Paul Malékou qui a reconnu : " il y a eu des dérapages, certains de nos chefs d'État voulant imiter De Gaulle, or n'est pas De Gaulle qui veut. " L'intervention de Paul Mba Abessole a porté sur la nécessité d'une Constitution adaptée aux réalités nationales. Et de déplorer que les intellectuels gabonais ne s'orientent pas du tout dans cette direction, préférant des recherches à partir des sources occidentales. " Il y a un très grand travail de recherche à réaliser pour sortir des pesanteurs d'une Constitution surannée. Et c'est même à cause d'elle qu'il ne peut y avoir de démocratie chez nous... "

Le clin d'œil de **lybek**

